

**Séance du Conseil général du 8 décembre 2008
à 20h à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Francis Sauser, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux personnes présentes et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 20 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Marc Bilat est excusé.

Pour le Conseil communal, Monsieur Jean-Marc Boichat est excusé.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 41 du 19 novembre 2008
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

- 1) Appel
- 2) Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 juin 2008
- 3) Communications
- 4) Questions orales
- 5) a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2009
c) Donner connaissance du budget des investissements 2009

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que les Conseillers généraux ont reçu avec leur convocation un rapport de la Commission de la halle de gymnastique. Bien que cela ne soit pas stipulé dans l'ordre du jour, le Conseil communal propose que l'on donne la parole en fin de séance au Président de la commission précitée afin qu'il fournisse quelques explications. Il n'y aura aucune décision à prendre, il s'agira uniquement de prendre connaissance de ses propos.

Personne n'est opposé à la proposition du Conseil communal qui est donc acceptée.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 30 juin 2008

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

a) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes :

Bien que le nombre de passagers soit en forte régression, le Conseil communal a renouvelé le contrat pour 2009 avec les cars postaux pour le trajet Biaufond – La Chaux-de-Fonds pour la somme de Fr. 2'200.00.

Un crédit de Fr. 7'000.00 a été voté pour la vitrification des parquets d'un étage à l'école.

Le Conseil communal a accepté le devis de Fr. 10'600.00 pour l'aménagement de l'éclairage public au Boéchet. Si le temps le permet, ces travaux seront effectués encore cette année.

Le Service de l'aménagement du territoire a approuvé sans réserve la révision du plan de zones (zone hameau) acceptée en votation populaire le 1^{er} juin 2008.

Monsieur Antoine Braendle occupe le poste de stagiaire à la crèche Croque-Pomme jusqu'en juillet 2009 ; une indemnité mensuelle de Fr 400.00 pour ce travail lui est accordée.

Suite à la décision du Canton de ne plus prendre en charge les frais à 100 %, comme promis, de l'Espace jeunes du Noirmont à la répartition des charges, l'association des maires des Franches-Montagnes qui gère les biens de l'Hôpital de Saignelégier, propriétés des communes des Franches-Montagnes, prendra en charge le déficit 2007, soit environ Fr. 30'000.00. Pour les années 2008 et suivantes, le déficit sera réparti entre les communes des Franches-Montagnes avec un préciput au Noirmont de 50%. Le solde sera partagé selon une échelle de fréquentation par toutes les communes franc-montagnardes ; cela représente une dépense de Fr. 2'447.00 par année pour Les Bois. Pour 2009, suite à la demande de la Commune du Noirmont, nous avons accepté de participer au préciput à hauteur de Fr. 2'000.00 étant donné que le centre est occupé par 26 % de jeunes de notre commune.

Le Conseil communal a accepté la proposition de l'association des maires de cotiser à hauteur de Fr. 1.50 par habitant pour les trajets effectués par le Noctambus.

Pour la réception et le jumelage de la Commune de Charvensod, un crédit de Fr. 7'000.00 a été voté par le Conseil communal.

Depuis plusieurs mois, la ludothèque souhaitait pouvoir utiliser le local commercial situé au rez-de-chaussée de la Fondation-Gentit. En effet, le local actuel situé dans la halle de gymnastique est d'un accès très difficile. Après maintes annonces et visites n'ayant pu aboutir pour louer ce local, le Conseil communal a décidé de le mettre gratuitement à disposition de cette association.

Concernant le raccordement Internet à haut débit, après nos différents courriers et revendications, la société Swisscom vient de nous présenter un plan de travaux pour parfaire le manquement au Cerneux-Godat par la pose d'un câble à fibres optiques. Une partie de ces travaux effectués à travers champs sera réalisée au plus vite. Le Conseil communal a refusé que Swisscom débute la seconde étape cet hiver. En effet, Swisscom avait l'intention d'ouvrir environ 15 trous juste avant la neige dans la rue «Route de Biaufond» que nous venons de refaire cet automne. Ces travaux seront reportés au printemps 2009. Pour le hameau des Prailats, nous attendons toujours une offre de la société Swisscom.

Le Conseil communal a pris la décision de n'organiser plus qu'une foire par année dans notre commune. Celle-ci se déroulera au mois d'avril 2009.

La Commune des Bois, la Seconde section et la Confédération avec son domaine du Peu-Claude ont signé la convention de fusion de notre triage forestier avec ceux du Haut-plateau et du Noirmont.

Dans l'avancement des divers dossiers et chantiers, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que les habitations du Boéchet sont enfin reliées à la Step.

L'immeuble de la famille Scheidegger est relié à la conduite d'eau.

Les dossiers du plan d'aménagement local ont été remis à tous les services concernés ; nous attendons une réponse pour le début de l'année prochaine.

Concernant la route Le Peuchapatte - Les Bois ainsi que la protection de la route de Biaufond, suite à plusieurs questions orales de la part des Conseillers généraux, à des réclamations de la part des usagers de la route et à l'intervention des cantonniers, plusieurs courriers ont été envoyés en commun avec la Commune du Peuchapatte au Service des ponts et chaussées. Malheureusement, toujours sans réponses, sans accusé de réception de la part de ce service, notre patience menée à bout, nous avons décidé d'écrire au Ministre responsable du dicastère. Monsieur le Maire, Daniel Kurz, désire donner lecture de sa réponse.

«Route communale avec entretien par l'Etat Les Bois – Le Peuchapatte, route communale Les Bois – Biaufond, aménagement d'installations de sécurité.

Vos deux courriers du 29 octobre dernier, relatifs aux objets cités sous rubrique, me sont bien parvenus et ont retenu ma meilleure attention. En préambule, je me dois de vous signaler que contrairement à ce que vous mentionnez, la route Les Bois – Le Peuchapatte est une route communale (elle devient la route cantonale n° 1587 entre Le Peuchapatte et Les Breuleux) dont l'entretien et la maintenance sont pris en charge par l'Etat à la suite d'un arrêté du Parlement du 23 avril 1997.

Les conditions de la prise en charge, énumérées dans le Message du Gouvernement au Parlement, mentionnent explicitement que l'entretien par les Services de l'Etat s'effectuera en priorité sur les routes cantonales et ensuite seulement sur les routes communales bénéficiaires.

Les coûts prévus dans ce cadre correspondent, sur 25 années, à l'exécution d'un léger reprofilage et à l'application de deux enduits superficiels. De plus, le Gouvernement signalait que la prise en charge de l'entretien et de la maintenance de 45,19 km de routes communales nécessitait l'engagement de 6 cantonniers supplémentaires. Or, cet effectif n'a jamais été atteint depuis la date de l'arrêté du Parlement.

Ce préambule me permet de vous rappeler le cadre financièrement difficile qui accompagne la prise en charge de l'entretien et la maintenance de routes communales.

En ce qui concerne plus particulièrement la route communale Les Bois – Le Peuchapatte, mon service spécialisé m'a informé qu'à la fin de l'automne 2007, ses accotements ont fait l'objet d'un entretien par l'épandage et le compactage de groise. Ce travail correspond à l'effort financier prévu par le Message du Gouvernement au Parlement.

Les dégâts que vous me signalez proviennent de deux facteurs concomitants :

- *Les usagers de cette route communale se croisent à grande vitesse, sans ralentir, en circulant sur les accotements.*
- *La largeur et le tonnage des véhicules agricoles augmentent, ce qui défonce les banquettes lors des croisements ou lorsque ces engins quittent les champs pour gagner la route.*

Je comprends votre préoccupation, particulièrement à cette saison et je suis au regret de ne pas pouvoir entrer en matière sur votre demande. Malheureusement, par souci d'équité envers les autres communes bénéficiaires de la prise en charge de l'entretien et de la maintenance de leurs routes, je ne peux pas intensifier les travaux sur la vôtre.

Par contre, je vous propose de limiter la vitesse sur cette route, pour éviter les croisements à trop grande vitesse. Cette mesure devrait s'accompagner d'une demande à la police cantonale de vérifier son respect.

Par ailleurs, s'agissant de votre demande d'aménager des installations de sécurité sur la route Les Bois – Biaufond, je peux vous faire part de ce qui suit.

Les tâches de l'Etat concernant les routes communales dont il assume l'entretien et la maintenance sont très précisément définies par l'arrêté du Parlement jurassien précité.

Je dois là encore vous informer que les actions de l'Etat sur ces routes communales concernent exclusivement des travaux d'entretien et de maintenance. L'aménagement d'installations de sécurité reste de la compétence technique et financière de votre commune. De même, l'entretien et la maintenance de telles installations, qui seraient réalisées une dizaine d'années après l'entrée en vigueur de cet arrêté, ne pourront pas être mis à la charge de l'Etat, puisque largement postérieures à son engagement financier.

En ce qui concerne les différentes options techniquement réalisables d'installations de sécurité le long de cette route communale, je vous suggère de vous adresser à mes services techniques, à la rue Saint Maurice 7B, 2800 Delémont (adresse à laquelle vous voudrez bien envoyer votre courrier), qui se chargeront de vous apporter, en cas de besoin, les renseignements nécessaires.

Espérant avoir répondu à vos demandes, je vous souhaite bonne réception de ces lignes et vous transmets, Monsieur le Maire, Madame, Monsieur, mes meilleures salutations.

Laurent Schaffter, Ministre de l'Environnement et de l'Equipement»

D'autre part, suite au cafouillage sur les explications des comptes des forêts lors d'une précédente séance, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale qu'un détail des comptes du triage forestier a été remis aux Conseillers généraux.

b) Communications du bureau du Conseil général

Monsieur le Président, Francis Sauser, donne lecture d'une résolution remise par le Conseil communal.

Résolution

Lors de sa séance du 30 juin 2008, le Conseil général a approuvé le principe de déposer un référendum communal contre la nouvelle loi sur la gestion des eaux adoptée par le Parlement jurassien le 21 mai 2008. Ce référendum a abouti puisque ce ne sont pas moins de 27 communes jurassiennes qui ont pris la même décision contre cette loi.

La votation cantonale concernant cette nouvelle loi aura lieu lors du scrutin du mois de février 2009.

Il appartient dès lors à chaque partie de motiver sa décision dans le cadre de la campagne qui précédera la votation.

Le Conseil communal rappelle ci-dessous les principales raisons pour lesquelles il a proposé le dépôt d'un référendum contre cette nouvelle loi :

Dans le projet de loi, l'art. 12 de la loi prévoyait le versement d'une contribution cantonale de 3 millions de francs. Or, cette disposition a disparu de la mouture définitive adoptée par le Parlement qui a préféré fixer annuellement la contribution cantonale dans le cadre de son budget.

Le Conseil communal estime que les dispositions de la nouvelle loi n'inciteront en aucun cas les communes qui n'ont fait aucun effort jusqu'à présent pour utiliser l'eau potable, car elles ne feront que reporter l'augmentation du prix de l'eau sur le prix vendu au consommateur. Les communes qui ont consenti à des efforts importants pour le maintien de leurs infrastructures n'auront aucune reconnaissance des investissements réalisés.

L'alimentation d'un fonds destiné à financer les dépenses de l'épuration des eaux par une taxe fixée sur la base de la consommation d'eau est contraire au principe du pollueur payeur. Dans les dispositions d'application de la LGE, il est prévu par exemple que les agriculteurs ne soient pas soumis à cette taxe sur la base des UGB. Comment pourra-t-on arriver à un calcul correct lorsque

l'on connaît les différences de consommation du bétail et du fait de sa présence tout au long de l'année sur le domaine agricole (estivage).

Dès lors, sur la base de la décision du Conseil général, le Conseil communal s'est engagé dans le comité référendaire et demande au Conseil général de le soutenir dans ses démarches en l'appuyant sans réserve par l'approbation de la présente résolution.

CONSEIL COMMUNAL

Monsieur le Président, Francis Sauser, prie les Conseillers généraux qui désirent soutenir cette résolution à la signer.

4. Questions orales

1) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur Bilat désire obtenir des informations concernant la zone industrielle de l'Orée et l'avancement de ce dossier.

Monsieur Daniel Kurz ne désire pas se prononcer sur ce dossier, ces derniers propos ayant mal été interprétés. Les renseignements donnés sont donc confidentiels.

Monsieur Gabriel Bilat est satisfait.

2) Monsieur Marcel Barthoulot

Monsieur Barthoulot demande au Conseil communal s'il est possible de demander aux héritiers de Feu Armin Jeanbourquin de démolir ou abaisser le mur situé à la rue du Doubs à proximité du passage pour piétons. Sinon, nous devrions rendre les propriétaires responsables en cas d'accident.

Monsieur Christophe Cerf précise que le Conseil communal a déjà demandé aux propriétaires de rabaisser ce mur à une hauteur de 50 centimètres. Actuellement, il n'est nullement question de toucher à ce mur, aucun accord n'ayant pu être trouvé. Le Conseil communal avait même proposé l'acquisition de cette parcelle.

Monsieur Marcel Barthoulot est satisfait.

5. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2009

c) Donner connaissance du budget des investissements 2009

5. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal et la Commission financière proposent l'acceptation de l'entrée en matière du point 5. a) de l'ordre du jour avec une quotité d'impôt inchangée à 2.15, une modification du prix de l'eau à Fr. 2.50 au lieu de Fr. 2.70 et une augmentation de 40 centimes de la taxe d'épuration de Fr. 3.60 à Fr. 4.00.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Marianne Guillaume signale que le service des eaux présente un excédent de produits. Le Conseil communal propose donc de baisser le prix de l'eau, malgré une augmentation du prix du mètre cube de 10 centimes imposée par le SEF (Syndicat d'alimentation

en eau des Franches-Montagnes). Une diminution de 20 centimes peut être envisagée actuellement au vu du fonctionnement de notre réseau. Par contre, le service de l'épuration des eaux, selon le règlement, devrait alimenter un fonds de renouvellement. Actuellement, avec un découvert, la Commune ne peut le réaliser. Les deux premières années de fonctionnement de la STEP sont à l'origine de ce découvert. En 2009, la Commune envisage de récupérer l'eau de ruissellement du BEP pour limiter la consommation d'eau à la STEP pour l'usage de cette dernière. Un investissement de Fr. 20'000.00 est nécessaire. De ce fait, un découvert supplémentaire est à prévoir pour cette dépense. Le Conseil communal et la Commission financière sont favorables à une augmentation de 40 centimes destinée au service des eaux usées. Dès 2010, avec une augmentation de la taxe, la Commune pourra amortir plus réalistement le découvert et constituer ce fonds d'alimentation prévu dans le règlement. Le Conseil communal propose d'accepter ces deux modifications de prix.

Monsieur le Président, Francis Sauser, ouvre la discussion sur le débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte signale que le groupe PCSI a différentes questions à poser concernant le point relatif à la taxe d'épuration des eaux, respectivement à l'augmentation prévue. Fondamentalement, on peut effectivement comprendre la position du Conseil communal qui souhaite augmenter cette taxe pour faire face à différentes choses. Néanmoins, le groupe PCSI estime que cette mesure est dans tous les cas aujourd'hui prématurée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le premier point sur lequel Monsieur Chappatte aimerait revenir et obtenir quelques précisions, c'est par rapport à cet investissement de Fr. 20'000.00. Si on parle effectivement d'un investissement pour économiser l'eau, c'est très bien, on ne peut qu'encourager cela. Néanmoins, c'est une dépense unique qui par conséquent ne se renouvellera pas les années futures. Cette dépense de Fr. 20'000.00 fait que nous aurions une perte de Fr. 10'000.00, corrigerait le résultat théorique sur une autre année à Fr. 10'000.00 bénéficiaires pour le fonds STEP. Deuxièmement, Monsieur Chappatte estime que nous n'avons pas de recul aujourd'hui sur les différentes stations d'épuration du Cerneux-Godat et du Boéchet. Nous avons entendu il y a quelques minutes que Le Boéchet était relié. Monsieur Chappatte croit savoir que Le Cerneux-Godat l'est aussi, il attend des informations à ce sujet. Monsieur Chappatte rappelle que nous n'avons encore pas eu d'information concernant le décompte de construction exact de ces deux stations d'épuration. On n'a pas eu l'information, comme on l'avait demandée, par rapport au surcoût lié à l'entreprise qui n'a pas fait son travail dans les délais. On ne sait non plus si cette entreprise va devoir nous dédommager à ce sujet. Finalement, comme on l'avait décidé au Conseil général, ces trois stations d'épuration sont dans un pot commun, on n'avait pas voulu disséquer ou éclater le village où chacun travaille avec sa station d'épuration, mais avoir une vision globale. Pour le groupe PCSI, il semble que c'est prématuré aujourd'hui de vouloir tirer des enseignements, alors que nous avons une dépense de Fr. 20'000.00, vraisemblablement justifiée et exceptionnelle et nous n'avons aucun recul avec Le Cerneux-Godat et Le Boéchet, ni en termes de résultats financiers à venir, ni en termes de coûts effectifs de construction et encore moins de conclusion de l'affaire pénible que nous avons eue avec une des entreprises. Dans un premier temps, le groupe PCSI aimerait obtenir quelques réponses de la part du Conseil communal.

Monsieur Christophe Cerf précise que les travaux des stations d'épuration du Cerneux-Godat et du Boéchet étaient jusqu'à présent en cours et les comptes ne sont pas bouclés. Concernant l'entreprise qui a fait les travaux au Boéchet, les prix décidés ont été maintenus et il n'y aura pas de surenchère à ce niveau-là. Au sujet des Fr. 20'000.00, il s'agit d'un investissement qui est prévu pour faire un circuit fermé d'eau à la STEP pour récupérer l'eau et la servir pour laver les machines pour consommer moins d'eau. Il s'agit donc bien d'un investissement unique.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'au niveau des coûts de construction des stations d'épuration du Boéchet et du Cerneux-Godat, les budgets seront tenus. Ce qu'il ne faut pas oublier, même si on veut faire un pot commun comme prévu, c'est que l'investissement final représentera environ Fr. 300'000.00 qui doivent être amortis en 50 ans, l'intérêt doit être payé sur cette somme et le fonds de renouvellement doit également être assuré. Effectivement, si on prend le budget 2009, si l'on augmente la taxe d'épuration des eaux, on gagnera Fr. 20'000.00. Mais il faut tout de même tenir compte du fait que même avec l'augmentation de cette taxe, on va réaliser une perte de Fr. 9'650.00. Même avec cette augmentation, on ne va pas réussir à financer complètement ce service. L'année prochaine, en enlevant ce petit investissement, on va réussir à créer une réserve. Il faut peut-être voir les choses de façon un peu réaliste ; d'après les informations que Monsieur Gagnebin a, pour le renouvellement d'une STEP, il faut compter 50 ans de vie pour les canalisations. Pour les installations d'épuration, il faut compter 35 ans d'utilisation. Le coût qui a été voté à l'époque était supérieur à Fr. 6'000'000.00. A raison de Fr. 6'000'000.00 divisés par 50 ans, on devrait mettre de côté plus de Fr. 100'000.00 par année. Monsieur Gagnebin pense donc que les Fr. 10'000.00 ou Fr. 20'000.00 qu'on mettrait de côté seraient une goutte d'eau par rapport à la génération future qui devra remplacer les investissements. Concernant les installations du Boéchet et du Cerneux-Godat, les devis seront maintenus et cela ne coûtera pas moins cher.

Monsieur Yann Chappatte remercie Messieurs Cerf et Gagnebin pour les informations données. Néanmoins, il souhaite rendre chacun attentif à plusieurs choses. On parle effectivement d'amortir 6 millions de francs sur 50 ans. Mais il ne faut pas oublier que dans ces 6 millions, il y a un bâtiment qui est construit et qui va rester. L'investissement des installations est donc inférieur. Après, il faut uniquement tenir compte de la partie prise en charge par la Commune. On constate dans les dépréciations que l'on a représentent Fr. 26'000.00 sur cette année. Monsieur Chappatte aimerait donc savoir comment on rembourse cette dette, sachant que cela représente un investissement de Fr. 1'300'000.00 et non pas 6 millions de francs. Il n'en demeure pas moins que Monsieur Chappatte estime que pour prendre une décision de ce type, il faudra avoir un recul avec une vision complète. C'est la raison pour laquelle Monsieur Chappatte maintient sa proposition de ne pas augmenter et de laisser le prix actuel, à savoir Fr. 3.60 le mètre cube. Monsieur Chappatte désire encore avoir l'information concernant la dépréciation qui devrait être sur Fr. 1'300'000.00 et non pas Fr. 6'000'000.00. De plus, il désire revenir sur une réponse qu'il n'a pas obtenue tout à l'heure concernant l'entreprise qui n'a pas réalisé les travaux dans les délais ; il aimerait savoir si elle a pris en charge les surcoûts, même s'il n'y en a pas eu en termes de travaux, il y a eu une perte pour la Commune puisque les immeubles auraient été raccordés plus tôt et nous aurions pu encaisser de l'argent. Si notre STEP ne fonctionne pas à 100%, c'est un surcoût et ce sont les contribuables qui paient.

Monsieur Christophe Cerf précise que l'entreprise vient de terminer les travaux et que nous n'avons encore aucun décompte. Nous réagissons donc en temps voulu.

Monsieur Claude Gagnebin précise que concernant la dépréciation, c'est clair qu'on déprécie selon les normes légales. Monsieur Gagnebin rappelle que les dépréciations des stations d'épuration du Cerneux-Godat et du Boéchet devront également être prises en compte après la phase de construction. Pour financer les 6 millions de francs, c'est clair que nous aurons peut-être des subventions, mais nous n'en savons encore rien. Nous sommes sur le point de signer cette résolution concernant la nouvelle loi sur la gestion des eaux qui prévoit l'alimentation d'un fonds pour les stations d'épuration des eaux. Monsieur Gagnebin n'est cependant pas sûr que dans 50 ans le Canton versera encore des subventions pour l'épuration des eaux.

Monsieur Gabriel Bilat aurait souhaité, dans cette analyse pour l'augmentation de la taxe, qu'on nous dise exactement la quantité d'eau qui passe par l'épuration et celle qui n'y passe pas sur le volume d'eau acheté au SEF. Après, on pourrait dire on augmente de 40 centimes, le SEF augmente de 10 centimes, maintenant on baisse de 20 centimes... Certains secteurs sont partagés et d'autres pas.

Monsieur Christophe Cerf précise qu'environ 50% de la consommation totale passe à la STEP.

Monsieur Daniel Hubleur estime qu'il serait effectivement plus sage d'attendre encore une année. On y verra plus clair, il y a cette nouvelle loi qui interviendra, il y aura peut-être des taxes liées à tout cela. Attendons une année et nous aurons des coûts un peu plus argumentés, justifiés qu'aujourd'hui, sous la forme présentée.

Monsieur Yann Chappatte désire intervenir, car cela surprend les gens que le groupe PCSI ne s'oppose pas à la baisse du prix de l'eau ; il faut donc savoir pourquoi. La raison est simple, c'est parce que le groupe PCSI est convaincu par cette baisse. Historiquement, on pourrait remonter de nombreuses années en arrière. Le prix de l'eau aux Bois est aujourd'hui à Fr. 2.70 avec un fonds qui est bon, contrairement à toutes les autres communes du Jura, avec un taux de pertes qui est un des plus bas du Jura, sans avoir refait la conduite principale qui doit être amenée au village, on a plus de Fr. 700'000.00 sur le fonds communal. Si on prend le budget 2009 et qu'on calcule le prix de l'eau, on pourrait payer l'eau Fr. 2.10. Si on regarde les comptes 2007, qui était une année exceptionnelle pour nous, on aurait même pu avoir un prix de l'eau à Fr. 1.70. Monsieur Chappatte estime donc qu'on se trouve dans une situation extrêmement saine à ce niveau-là. C'est la raison pour laquelle le groupe PCSI adhère à cette baisse de 20 centimes, en attendant de voir ce qui se passera au niveau cantonal avec cette nouvelle loi. A ce moment-là, on pourra se poser d'autres questions par rapport au service des eaux et à une éventuelle compensation de ce surcoût qui viendrait pour financer un fonds cantonal. Globalement, le service des eaux de notre commune est sain, contrairement aux autres communes ; ce n'est pas parce qu'il est sain que nous sommes opposés à cette loi, contrairement à ce qui a été dit dans la presse et par certains maires de certaines communes, notamment dans la vallée de Delémont. C'est simplement parce que c'est un processus ou une méthode de facturation qui ne nous convenait pas, parce qu'on ne fixait pas des objectifs en matière écologique et qu'on allait pénaliser tout le monde à la place de pénaliser ceux qui n'avaient pas fait d'effort. Le groupe PCSI adhère donc à cette baisse.

Monsieur Christophe Cerf précise que le SEF a augmenté le prix de l'eau de 10 centimes. Le Conseil communal propose donc une baisse effective de 30 centimes. D'autre part, si l'augmentation de cette année n'est pas acceptée, on sera peut-être à plus de Fr. 4.00 l'année prochaine, étant donné que c'est un compte qui doit s'autofinancer. Il ne faut pas oublier que si nous manquons cette année, on devra augmenter davantage l'année prochaine. Les Conseillers généraux ont le choix.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Le groupe PCSI propose le maintien du prix de la taxe d'épuration à Fr. 3.60 le mètre cube.

Au vote, la proposition du groupe PCSI est acceptée par 11 voix, contre 9.

Concernant la taxe spéciale des ordures pour les agriculteurs, Monsieur Jean-Pierre Bouille désire connaître les critères qui font qu'un agriculteur paie une taxe ou non.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que cette taxe a été introduite il y a quatre ou cinq ans déjà, car les agriculteurs produisent beaucoup de déchets avec les sacs en plastic. Le Conseil général avait accepté l'introduction d'une taxe supplémentaire de Fr. 100.00 par exploitation agricole. Les agriculteurs paient donc Fr. 115.00 par habitant, plus Fr. 100.00 par exploitation.

Monsieur Jean-Pierre Bouille aimerait savoir s'il y a des traitements particuliers ou si tous les agriculteurs paient.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que tous les agriculteurs sont soumis à cette même taxe.

Monsieur Gabriel Bilat propose de laisser le prix de l'eau pour abonnés à Fr. 2.70.

Au vote, la proposition de Monsieur Bilat obtient deux voix pour et une majorité évidente contre. Elle est donc refusée et le prix de l'eau est fixé à Fr. 2.50.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande combien de parcelles de terrain sont encore disponibles
Au Jourez.

Monsieur Claude Gagnebin précise que deux parcelles sont encore disponibles.

La quotité d'impôt et les autres taxes ne font pas l'objet de discussion et sont donc acceptées.

5. b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2009

Pour l'entrée en matière, Madame Marianne Guillaume signale qu'avec un total de charges de Fr. 4'704'050.00 et un total de produits de Fr. 4'487'150.00, le budget 2009 prévoit un excédent de charges de Fr. 216'900.00. Ce déficit présumé s'explique par le fait que les rentrées fiscales n'augmentent pas et qu'au niveau financier, les emprunts contractés début 2008 ont un taux assez élevé par rapport à ce qui se passe actuellement. Le Conseil communal et la Commission financière recommandent l'acceptation de l'entrée en matière du point 5 b) de l'ordre du jour.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Madame Marianne Guillaume propose de passer les chapitres les uns après les autres. Les chapitres qui donnent lieu à des discussions sont les suivants :

Chapitre 1 / Administration générale

100. Commune, votations et élections

Monsieur Yann Chappatte constate qu'il n'y a pas d'élection en 2009, ni au niveau communal, ni au niveau cantonal. Il est donc surpris de voir que nous avons un budget identique à cette année durant laquelle nous avons eu des élections communales. Monsieur Chappatte aimerait donc savoir si cette somme est justifiée ; sinon, il propose tout simplement de mettre les mêmes chiffres qu'en 2007, c'est-à-dire une année normale avec en principe une votation communale et trois à quatre votations fédérales, à savoir Fr. 2'000.00 au compte 100.300.00 et Fr. 800.00 pour le compte 100.310.00. Monsieur Chappatte fait cette proposition si on n'arrive pas à lui expliquer la raison de ces coûts.

Monsieur Claude Gagnebin précise que pour l'année prochaine, il a déjà commandé plusieurs milliers d'enveloppes de vote par correspondance. Cette année, nous n'en avons pas commandé. De plus, l'année prochaine, nous aurons également une votation communale concernant le plan de zones. Monsieur Gagnebin estime qu'on peut très bien baisser ce chiffre ; il s'agit de petits montants qui n'ont que peu d'influence sur le budget. Monsieur Gagnebin signale qu'il a mis ces montants en fonction de ce qu'il a calculé et donne donc le détail de ces chiffres. Il y a 4 votations fédérales pour Fr. 320.00, 6 séances du Conseil général pour Fr. 1'890.00, bureau du Conseil général Fr. 300.00, indemnités du Conseil général Fr. 300.00, ce qui fait Fr. 2'810.00. Il est clair que cette année, nous n'avons fait que 5 séances du Conseil général. En 2009, on pourra en faire 6, voire 7, on n'est pas limité. En ce qui concerne le matériel pour les votations, il ne faut pas oublier que le matériel pour une votation communale c'est au minimum Fr. 1'000.00. Monsieur

Gagnebin a compté deux votations, il est bien clair que c'est possible d'en enlever une. Pour les publications dans la feuille officielle, Monsieur Gagnebin a compté 8 fois Fr. 100.00 et pour les enveloppes Fr. 1'000.00, ce qui donne un total de Fr. 3'800.00. Monsieur Gagnebin signale que tous ces chiffres peuvent être revus, ce sont des bagatelles à ses yeux et si nous voulons faire des bagatelles, nous le pouvons, ce n'est pas important.

Monsieur Yann Chappatte explique que ce qu'il voulait, c'était de comprendre le budget et de l'établir au plus proche de sa conscience. Il a compris les explications données, il y adhère et ne fait donc pas de proposition.

Madame Marianne Guillaume désire simplement faire une remarque ; dans la Commission financière, chaque parti a un représentant et les détails des chiffres ont été donnés. Madame Guillaume pense qu'il serait important que les membres de la Commission financière transmettent ces chiffres aux partis.

111.319.00 / Réception jeunes citoyens

Madame Marianne Guillaume rappelle qu'une somme de Fr. 8'000.00 est destinée au jumelage avec la Commune de Charvensod.

115. Personnel administratif

Monsieur Yann Chappatte désire obtenir des explications concernant ce poste. Ce qui le surprend, c'est que les employés communaux vont travailler comme les employés cantonaux en effectuant deux heures de moins par semaine sans compensation de salaire. Monsieur Chappatte croit savoir que les dispositions cantonales ne sont pas mises en application pour les communes. Il aimerait également connaître les explications des augmentations importantes qui figurent dans les différentes rubriques en termes de salaires.

Monsieur Claude Gagnebin signale que, lors de l'établissement du budget, une augmentation de 2% était prévue pour tout le monde, ce qui correspondait au renchérissement probable calculé à l'époque pour le personnel cantonal. Après, nous avons vu dans la presse que le Canton prévoyait de ne pas augmenter les salaires, mais de diminuer les heures de travail. Nous applaudissons des deux mains, car finalement nous ferons le même travail en 40 heures, c'est donc nous qui nous chargerons pour aucune augmentation de salaire. On remercie donc le Canton. Ceci dit, au moment où le budget a été établi, nous n'avions pas ces informations. Effectivement, nous n'aurons pas d'augmentation de salaire et on économisera l'équivalent de Fr. 10'000.00 à Fr. 15'000.00 sur l'ensemble des salaires et tout le monde sera content. Les 2% prévus ne seront donc également pas attribués au personnel communal, mais nous n'avons pas jugé utile de refaire tous les salaires puisque tout était déjà fait. En ce qui concerne les augmentations, Monsieur Gagnebin pense que Monsieur Chappatte parlait des charges sociales du personnel. Monsieur Gagnebin rappelle qu'il ne faut pas oublier que s'il y a une augmentation substantielle des charges sociales du personnel, il y a aussi une augmentation substantielle des produits. Cela provient des montants qui sont mis à la charge de la caisse de pension. Monsieur Gagnebin rappelle que l'assemblée communale des Bois avait adhéré au Parc naturel du Doubs qui fonctionne maintenant à un régime assez important. Monsieur Gagnebin a trois salaires à effectuer et la caisse de pension est prise sur celle de la Commune. On augmente les charges à ce niveau-là et on augmente les produits sur ce qu'on refacture à la caisse de pension.

Monsieur Jean-Pierre Bouille tient à rappeler la remarque qu'il avait déjà faite par le passé. Au niveau des salaires, on en trouve dans toutes les rubriques avec des imputations qu'on peut comprendre au niveau comptable. On n'y retrouve rien et il pense que les Conseillers généraux devraient pouvoir lire les chiffres pour l'ensemble du personnel et voir à quoi ça correspond dans un récapitulatif. A l'avenir, il souhaiterait qu'on résume les salaires de l'ensemble des employés communaux d'une manière lisible ; cela ne changerait pas les comptes. Deuxièmement, Monsieur

Bouille rappelle qu'on parle de 2%, alors qu'on passe de Fr. 101'000.00 à Fr. 107'000.00, il ne suit donc pas bien puisque ça serait plutôt 6%.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit de 2% d'augmentation, parce que ça fait maintenant 8 ans qu'il a le plaisir de travailler pour la Commune des Bois, qu'il est arrivé au maximum de son échelle de traitement. Il a attendu quatre ans pour y accéder et c'est maintenant qu'il l'atteint. Ce n'est pas une augmentation de salaire proprement dite, c'est une progression qui est due à l'échelle de traitement.

Monsieur Jean-Pierre Bouille aimerait vraiment obtenir un récapitulatif pour l'ensemble des salaires.

Monsieur Claude Gagnebin désire quand même faire remarquer, comme l'a dit Madame Guillaume, que ces informations sont distribuées à la Commission financière et chaque membre de cette commission a reçu le tableau des imputations et le montant des salaires.

Monsieur Jean-Pierre Bouille ne comprend pas l'arrogance de Monsieur Gagnebin ; il demande que ces chiffres soient lisibles, il n'y a pas de souci.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il a des prescriptions en matière comptable et il ne peut pas mettre un salaire à une place où cela n'est pas prévu.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande à Monsieur Gagnebin d'être un peu aimable. Il ne demande pas de mettre les salaires ailleurs, il ne demande pas de changer quoi que ce soit, il demande simplement de faire quelque part une petite récapitulation lisible. C'est tout ce qu'il souhaite.

Monsieur Yann Chappatte aimerait tout de même réagir et faire une remarque. Certes, les Conseillers généraux ont reçu ces chiffres de la part de la Commission financière quelques jours avant l'envoi du budget ; le groupe PCSI a fait une séance pour en discuter. Il n'en demeure pas moins que même si les partis ont des représentants au Conseil communal et à la Commission financière, ces personnes ne sont pas toujours en mesure de répondre à toutes les questions. Monsieur Chappatte croit que le point 5 de l'ordre du jour paraît suffisamment clair en français ; c'est bien noté «discuter et approuver», par conséquent si on met le terme discuter, il aimerait qu'on laisse les Conseillers généraux discuter, faute de quoi il faudrait le signaler au départ en préambule. Monsieur Chappatte souhaitait faire part de son mécontentement.

140.312.00 / Combustible (Fondation Gentil)

Monsieur Yann Chappatte a constaté une explosion à ce poste. Certes, au moment où le budget a été fait, les prix étaient encore assez hauts, mais maintenant, ils sont au fond du trou, au plus bas comme jamais. Monsieur Chappatte voulait savoir si la Commune confirme ce chiffre au budget ou si on peut le réduire drastiquement au niveau des années antérieures, ce qui permettrait une économie de Fr. 12'000.00. Monsieur Chappatte est convaincu qu'aujourd'hui on peut déjà couvrir les prix bas en faisant des achats à terme comme les privés peuvent le faire. Monsieur Chappatte est persuadé que la Commune peut le faire et il pense que ça serait bien de se positionner ainsi, même si les prix peuvent encore baisser. Monsieur Chappatte demande si cette solution a été envisagée et si on peut mettre la somme de Fr. 15'000.00 à ce poste.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il n'y a pas de problème et qu'on peut changer ce chiffre. Effectivement, quand on a fait les prévisions du budget, les prix n'étaient pas ceux d'aujourd'hui. Il y a un mois et demi, nous avons acheté le mazout à Fr. 108.00. Heureusement, ils avaient oublié de livrer une partie de la commande et trois semaines plus tard, on en a eu à Fr. 88.00. Ce qui est arrivé, c'est une chose qui n'était pas prévisible, on peut très bien changer les chiffres, ce n'est pas un problème. Monsieur Gagnebin estime qu'à ce niveau-là, Monsieur Chappatte a raison et qu'on n'aura pas une augmentation du prix du mazout. On va avoir un prix du mazout encore assez bas quelques années. On pourrait même se demander si c'est judicieux de

commander à terme puisqu'il peut encore baisser. Lorsque nous avons fait les prévisions, nous étions encore largement optimistes par rapport à ce qui se passait à ce moment-là. La situation s'est drastiquement retournée, heureusement au niveau du prix.

Monsieur Yann Chappatte propose donc de modifier ce poste et de le mettre à Fr. 15'000.00 puisqu'on peut se couvrir en achetant à terme. Bien entendu, comme ces dernières années, il souhaite qu'on fasse encore mieux que ce qui est au budget, mais ce qu'il a entendu dans la presse et dans la Commune le dérange terriblement et il désire voir un autre chiffre avec une perte au budget qui soit plus réaliste et non pas pessimiste.

Au vote, la proposition de baisser le poste 140.312.00 «combustible» à Fr. 15'000.00 est acceptée à une majorité évidente.

Chapitre 2 / Travaux publics

200.314.01 / Entretien du réseau par entrepreneurs

Monsieur Sébastien Jeanbourquin remarque qu'en 2007, on avait Fr. 30'315.25 et qu'aux budgets 2008 et 2009, on a Fr. 72'800.00 et Fr. 73'000.00. Il souhaite donc savoir si des travaux particuliers ont été faits en 2008 et si d'autres sont prévus pour 2009 qui justifieraient ces sommes.

Monsieur Daniel Kurz précise qu'un ou deux petits tronçons sont prévus, notamment la route qui descend aux Prés-Derrière pour laquelle nous avons des devis qui vont de Fr. 37'000.00 à Fr. 90'000.00. Malheureusement, nous avons dû attendre pour effectuer ces travaux, car le Canton nous a interdit d'intervenir puisque c'était soi-disant une voie historique. Depuis le mois d'avril, ils viennent de s'apercevoir que ce n'en est pas une.

200.314.02 / Déneigement

Monsieur Germain Jobin demande s'il y a une erreur dans les chiffres. En effet, il remarque que dans les comptes 2007, on a Fr. 27'791.15 et aux budgets 2008 et 2009, on a Fr. 63'000.00.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il y a peut-être une erreur, il ne peut pas le dire. Toutefois, il a contrôlé les totaux des comptes qui jouaient. En principe, le chiffre des comptes 2007 est donc correct. Il faut dire qu'en 2007, ce n'était pas un grand hiver et cela ne nous a pas coûté trop cher.

Madame Isabelle Caroli demande s'il ne s'agit que des factures de sous-traitants, d'entreprises ou est-ce qu'il s'agit aussi des employés communaux.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il ne s'agit que des factures de sous-traitants.

205. Eclairage public

Monsieur Jean-Pierre Bouille se réfère surtout au quartier du Jourez qu'il connaît et qu'il juge très éclairé. Monsieur Bouille demande s'il existe aujourd'hui des systèmes, par exemple LED, qui consommeraient moins d'énergie, même si ça éclaire moins.

Monsieur Christophe Cerf précise que cela serait possible, mais il faudrait, à sa connaissance, changer tout le câblage.

Monsieur Gabriel Bilat précise qu'avec les LED il y a de nouvelles applications et que c'est encore relativement cher pour le moment. Peut-être que dans quelques années, les prix vont baisser et on pourra alors éclairer autrement. Il y a même des lampes publiques avec panneaux solaires, éoliennes combinées.

205.313.00 / Matériel d'éclairage et réparations

Monsieur Gabriel Bilat désire apporter une information. En effet, ces temps il y a une panne d'éclairage au Bas du Village qui dure. En fait, les fusibles lâchent toutes les deux, voire trois heures. Il semblerait maintenant que c'est un câble dans le terrain qui est fichu. S'il faut changer

les câbles, les charges seront probablement plus élevées. Il y a peut-être eu des travaux, des creusages ou c'est peut-être une faute de montage. L'entreprise EPC cherche en collaboration avec La Goule SA. Monsieur Bilat ne fait pas de proposition.

Chapitre 3 / Affaires juridiques, police, militaires

340.361.00 / Contribution à l'Office régional de protection civile

Monsieur Cyril Jeanbourquin remarque qu'il y a une somme de Fr. 650.00, alors qu'il n'y avait rien les autres années. Il aimerait savoir d'où vient ce montant.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle que c'est inscrit dans le rapport et qu'il s'agit de notre contribution à l'organisme de protection civile des Franches-Montagnes.

Monsieur Cyril Jeanbourquin demande pourquoi nous n'avions rien les autres années.

Monsieur Claude Gagnebin précise que cet office n'existait pas.

341.436.00 / Recettes diverses de l'abri de protection civile

Monsieur Gabriel Bilat demande pourquoi nous avons passé de Fr. 15'000.00 de produits à Fr. 3'000.00 pour le budget 2009.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il s'agit des taxes d'exemption ou de construction d'abris de protection civile. Ces recettes de Fr. 3'000.00, on les retrouve dans les dépenses pour la même somme dans le versement au fonds PC. Si on encaisse ces taxes, on les reverse sur le fonds. C'est simplement de l'argent qui transite sur ces comptes et qui n'influence aucunement le budget de l'année. Pour l'année prochaine, Monsieur Gagnebin n'a mis que Fr. 3'000.00 étant donné que nous n'aurons quasiment plus de construction et ça ne sert à rien de mettre une somme de Fr. 15'000.00.

Chapitre 5 / Instruction, formation et culture

5100.317.00 / Dédommagements (Piscine/Camps scolaires)

Madame Dominique Cattin remarque que dans les comptes 2007, nous avons Fr. 4'026.20, alors que nous mettons Fr. 12'700.00 et Fr. 13'300.00 aux budgets 2008 et 2009.

Madame Rose-Marie Jobin précise que le chiffre du budget est toujours basé sur les prix des Chemins de fer du Jura et qu'il s'agit des transports. Après, nos transports coûtent moins cher que le billet de train.

5101.316.01 / Loyer garage bus scolaire

Monsieur Marcel Barthoulot demande pourquoi nous avons toujours ce poste étant donné que nous n'avons plus de garage.

Madame Marianne Guillaume signale que le Conseil communal estime toujours que ce bus devrait être dans un garage et que ce n'est pas légal de le laisser dans le local des travaux publics. On a donc remis la location qu'on avait en espérant trouver un nouveau garage.

5110.314.00 / Entretien des immeubles

Monsieur Yann Chappatte remarque qu'il y a une somme de Fr. 20'000.00 et désire savoir si cette somme est prévue pour le cirage des parquets. En ce qui concerne les combustibles, la somme mentionnée lui convient très bien puisqu'elle est identique à l'année précédente.

Madame Marianne Guillaume précise qu'il s'agit bien des parquets.

Chapitre 6 / Aide sociale et santé publique

602. Etrangers et apatrides

Monsieur Marcel Barthoulot demande pourquoi on passe de Fr. 2'344.70 dans les comptes 2007 à Fr. 24'000.00 au budget 2009.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'on a actuellement un cas d'assistance d'une ou deux personnes qui sont étrangères ou apatrides. Les autres années, nous ne les avons pas.

662.366.00 / Subvention pour nouveaux logements

Madame Isabelle Caroli demande pourquoi il y a une augmentation étant donné qu'on n'a plus de terrain à vendre.

Madame Marianne Guillaume signale que les subventions sont données lorsque les travaux sont terminés, il en reste donc encore à verser.

6650. Contributions aux institutions d'utilité publique

Monsieur Germain Jobin voit que la crèche nous coûte environ Fr. 200'000.00 par année, alors qu'on nous avait dit que cela voulait rapporter à la Commune Fr. 3.00 par franc investi. On nous avait dit que ça allait être pris dans la répartition des charges, alors que la Commune paie environ Fr. 100'000.00 à cette répartition des charges.

Chapitre 7 / Economie publique

710.318.00 / Crédit de la commission de promotion touristique

Monsieur Yann Chappatte aimerait savoir où en est cette commission, si elle travaille toujours et si ce crédit est lié à un projet quelconque.

Madame Rose-Marie Jobin précise que c'est simplement un report. La Commission touristique existe encore. Elle ne comporte plus que trois membres qui ne se sont pas encore retrouvés cette année. Les personnes qui ont démarré la Commission il y a cinq ans ont arrêté et c'est dommage car elles étaient très motivées. C'est difficile de repartir et le nouveau Conseil communal fera le point au mois de janvier. Le problème, c'est que souvent on remarque que, soit on est sur le terrain de la SED et on ne veut surtout pas entrer en concurrence avec elle, soit on doit partir dans de grands projets et, vu les finances, ce n'est pas possible. Le Conseil communal prendra donc une décision quant à l'existence de cette commission l'année prochaine.

710.365.04 / Sentiers du Doubs et parc naturel du Doubs

Monsieur Gabriel Bilat est étonné de voir qu'il n'y a pas de recette sur ce compte. Il semblerait que le secrétaire devrait facturer son salaire au parc naturel pour son travail de caissier de cette association.

Monsieur Claude Gagnebin signale que ces produits figurent sur le compte 130.436.00 pour Fr. 7'200.00.

720.361.00 / Préposé à la culture des champs

Monsieur Gabriel Bilat demande si le poste de préposé à la culture des champs existe toujours.

Monsieur Claude Gagnebin signale que ce poste existe toujours au niveau cantonal et la Commune participe au traitement des préposés à la culture des champs qui sont nommés par le Canton.

740.314.00 / Maintenance site Internet

Monsieur Daniel Hubleur signale que dans le cadre du PCSI, il a été signalé que cette somme figurait sous un autre compte. Personnellement, Monsieur Hubleur aimerait qu'on fasse sérieusement un effort sur ce site qui, selon lui, n'est pas satisfaisant aujourd'hui. Il souhaiterait y trouver les règlements, les demandes de permis et qu'on aille vraiment plus loin. Aujourd'hui, on est dans ce monde d'Internet et on doit vraiment faire un effort pour augmenter les prestations. Monsieur Hubleur n'aimerait pas qu'on noie ce poste sous d'autres dépenses plus générales de l'administration, qu'on maintienne bien un poste et qu'on aille plus loin. Monsieur Hubleur ne sait pas si ce sont également Fr. 2'000.00 qui ont été prévus pour ce poste, mais il préférerait même qu'on augmente cette somme, que le Conseil communal se penche sérieusement là-dessus et prévoie une amélioration pour l'année prochaine.

Monsieur Claude Gagnebin est étonné d'entendre dire que les règlements ne sont pas en ligne alors qu'ils le sont.

Monsieur Daniel Hubleur signale que tous les règlements ne sont pas en ligne.

Monsieur Claude Gagnebin précise que nous avons mis tous les règlements que nous pouvions sur Internet.

Monsieur Daniel Hubleur en a cherché certains qu'il n'a pas trouvés. Il émet le vœu que les demandes de permis ou autres soient également sur le site.

Chapitre 8 / Finances

Monsieur Yann Chappatte aimerait savoir comment le budget a été établi sur la base des dettes à moyen et long termes. Il désire savoir si la Commune s'est basée sur des taux fixes qu'on avait faits en début d'année, sur des taux variables en vigueur au moment de l'établissement du budget ou sur une autre base.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'au niveau des intérêts hypothécaires, il a pris les contrats en vigueur à l'époque et qui sont en cours pour l'année prochaine. Les dettes principales que nous avons sont à taux fixes pour trois, voire cinq ans et on ne peut pas les modifier. Les montants à taux variables représentent environ Fr. 500'000.00, la différence est donc minime.

850.423.08 / Location hangar des pompes au Boéchet

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si nous avons toujours un hangar des pompes au Boéchet, alors que nous avons un centre professionnel des pompiers.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit du bâtiment pour lequel nous percevons une location.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si ce ne sont plus les pompiers qui l'occupent.

Monsieur Claude Gagnebin signale que ce ne sont plus les pompiers, mais que nous avons un locataire.

Chapitre 9 / Impositions

910.400.04 / Impôts des frontaliers

Monsieur Gabriel Bilat aimerait savoir sur quelle base on a fixé une augmentation de Fr. 40'000.00 à ce poste.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il y a une augmentation du nombre de frontaliers, en tout cas à l'époque où le budget a été établi. Monsieur Gagnebin n'a pas reçu le décompte des frontaliers de cette année, mais d'après les chiffres de 2007, nous avons touché Fr. 165'000.00 alors que nous prévoyions Fr. 140'000.00. Pour 2008, on devrait être largement en dessus de ces Fr. 165'000.00. Sur la base des discussions que Monsieur Gagnebin a eues avec la Commission financière, il a été décidé d'augmenter ce poste à Fr. 190'000.00. Monsieur Gagnebin tient à préciser que dans la Commission financière figure un des plus grands employeurs de frontaliers au niveau communal. C'est donc sur cette base-là que nous avons été assez optimistes.

Chapitre 10 / Services communaux

1100.318.04 / Ramassage du gazon

Monsieur Gabriel Bilat rappelle que nous affirmions que certaines personnes mettaient leur gazon dans les ordures ménagères ; on remarque que le ramassage du gazon coûte Fr. 7'000.00 de plus, alors qu'on ne retrouve aucune diminution au poste du ramassage des ordures. Monsieur Bilat trouve cela bizarre.

Monsieur Christophe Cerf signale que nous avons effectivement un nouveau système de ramassage des déchets verts qui coûte plus cher. En ce qui concerne les ordures, nous avons également plus de citoyens et le tonnage ne peut pas baisser énormément.

1400.434.01 / Redevance annuelle Step

Monsieur Germain Jobin estime que nous devons changer quelque chose dans les produits vu qu'on a modifié la taxe.

Monsieur Yann Chappatte précise que c'est très simple. On passe de Fr. 4.00 à Fr. 3.60, ce qui fait 10%. Fr. 197'000.00 à 10%, cela fait Fr. 19'700.00. On enlève Fr. 19'700.00 dans la redevance annuelle et on les rajoute dans le prélèvement au fonds de réserve. Monsieur Chappatte n'est pas convaincu que cela soit nécessaire d'effectuer cette correction dans le cadre du budget, vu que c'est un service communal, cela n'a pas d'impact sur le résultat global.

1500. Service des eaux

Monsieur Yann Chappatte désire simplement faire une remarque ; il est surpris de constater que dans le service des eaux, il y ait une imputation d'intérêts puisque sur ce fonds on a environ Fr. 700'000.00. Logiquement, on ne devrait pas avoir une charge, mais un produit. Pour les comptes, ce serait donc bien de contrôler que cela soit bien juste. Monsieur Chappatte ne sait pas si c'est la charge nette liée au crédit qui fait qu'il nous reste une charge ou si c'est une erreur.

Monsieur Claude Gagnebin précise qu'il s'agit effectivement de la charge qui est imputée aux dettes restantes pour le service des eaux. Les intérêts du fonds des eaux se trouvent aux recettes sur le compte 840.422.01 et on les retrouve aux charges sur le compte 820.380.00.

Chapitre 18 / Forêts

Monsieur Robert Claude rappelle qu'il était déjà intervenu à ce sujet. Ce soir, il a vu qu'on avait fourni de nouveaux comptes et des explications aux Conseillers généraux et il voit qu'en coupant 600 m³ de bois, on arrive à gagner Fr. 1'800.00, il a donc quelques questions à ce sujet. D'après ce qu'il a pu voir à la Commission financière, le budget est établi par le garde-forestier. Monsieur Claude se demande si on ne devrait pas différencier deux choses, que le budget et tout ce qui est administratif soit géré par la Commune, par le représentant qui a le dicastère des forêts et ce qui est technique soit fait par le garde-forestier. Deuxièmement, au niveau du façonnage, Monsieur Claude aimerait savoir s'il y a des soumissions ou si c'est le garde-forestier qui gère ça. Troisièmement, Monsieur Claude voit que chaque année il y a quelque chose au budget pour des achats de plants, dans les comptes également ; il aimerait donc savoir si chaque année, on achète des plants.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que tout ce qui est triage forestier passera au triage forestier des Franches-Montagnes Ouest, l'administration sera donc gérée par le comité du triage. Comme Monsieur Claude le demande, le côté administratif sera séparé de l'exploitation. En ce qui concerne le façonnage, cela fait maintenant trois ans que Monsieur Kurz a ce dicastère et cela fait trois ans qu'on donne des coupes aux apprentis sans mettre ces travaux en soumission. Avec le triage des Bois, on a toujours attribué des coupes aux apprentis, on gagne en gros 10% sur le façonnage fait par des professionnels puisqu'il y a une subvention donnée par la Confédération. Concernant le compte des achats de plants, nous achetons des plants et il y a aussi d'autres fournitures que nous achetons qui sont dans ce compte. Pour l'année prochaine, Fr. 1'000.00 sont prévus pour l'achat de plants.

Monsieur Jean-Pierre Bouille remarque qu'on donne les coupes aux apprentis depuis plusieurs années et que les forêts ne rapportent quasiment rien ; si on donnait les coupes aux entreprises, on ferait faillite ! Monsieur Bouille est surpris et désire obtenir davantage de détails. On ne sait pas comment ça fonctionne, on vend des sapins de Noël et on ne voit jamais où se trouvent les

produits, qui en profite. En ce qui concerne les comptes, c'est plus clair qu'avant, mais au niveau de la manière de fonctionner, ce n'est pas clair et on n'a rien amélioré. Monsieur Bouille désire obtenir des explications un peu plus cohérentes.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise qu'il ne s'agit pas de 691 m³, mais de 337 m³. C'est vrai qu'il y a eu 691 m³ de bois martelé et on a réussi à sortir 337 m³ de bois sur le compte des apprentis. On vient de le vendre et c'est ce qui est au budget, on touche Fr. 33'000.00.

Monsieur Jean-Pierre Bouille aimerait savoir combien on doit payer les apprentis pour que ça coûte aussi cher que ça, comment ferait-on si on donnait ce travail aux entreprises.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise qu'il ne faut pas oublier que nous avons des forêts qui sont mal placées, ce n'est pas du beau travail et on tourne aux environs des 65% de main-d'œuvre. On doit payer le triage forestier pour environ Fr. 6'200.00 par année. Ensuite, on a encore toutes les dépenses liées à des travaux externes du garde-forestier, c'est-à-dire les soins sylvicoles et autres choses qui ne sont pas dans son salaire.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime qu'on n'y arrivera jamais.

Monsieur Robert Claude souligne que, quand on dit que ce sont des apprentis qui font ce travail et que c'est meilleur marché, il a un petit peu des connaissances dans ce domaine et on lui a dit que les apprentis touchaient Fr. 27.00 du m³ pour faire ce bois. Ce sont des tarifs qui viennent d'une association de forestiers. Si on prend une entreprise de bûcheronnage, c'est Fr. 27.00 ou Fr. 30.00 du m³ + Fr. 10.00 à Fr. 12.00 pour le débardage. On arrive donc à environ Fr. 40.00 x 400 m³, ça donne Fr. 16'000.00 au total et au budget, on est à Fr. 22'000.00 pour le poste 1820.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que Monsieur Claude a raison et que ce compte ne fonctionne pas.

Monsieur Robert Claude précise que si on prend le débardage, une entreprise demande entre Fr. 9.00 (si le bois est bien placé) et Fr. 11.00. On part sur une moyenne de Fr. 10.00 à 400 m³, on doit arriver à Fr. 4'000.00 et non pas Fr. 6'000.00.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que pour cette année, il vient de recevoir la facture du débardage et pour 400 m³, ça fait Fr. 6'900.00. Ce que reçoivent les apprentis, Monsieur Kurz n'en sait rien, il ne s'est jamais renseigné à ce sujet. Nous recevons une facture globale de l'Office des forêts pour les cours.

Monsieur Jean-Pierre Bouille pense alors que c'est le maître d'école qui coûte trop cher, il faut chercher l'erreur. En ce qui concerne les sapins de Noël, ils appartiennent à la Commune et non pas au garde-forestier ; il aimerait bien savoir comment ça fonctionne. C'est tout ce dossier qui n'est pas clair, autant poser la question.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, rappelle que nous avons un triage forestier entre le Haras fédéral, la Deuxième section et la Commune. Monsieur Kurz ne sait pas si le garde-forestier ramasse les sapins de Noël sur la Commune.

Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Au vote, le budget présentant un excédent de charges de Fr. 205'900.00 est accepté à une majorité évidente.

5 c) Donner connaissance du budget des investissements 2009

Madame Marianne Guillaume signale que dans ce budget, il n'y a pas d'investissement, seules les taxes de raccordement à l'épuration des eaux sont mentionnées.

Aucun membre du Conseil général ne souhaitant s'exprimer, Monsieur le Président, Francis Sauser, clôt la discussion.

Comme mentionné en début de séance, Monsieur le Président, Francis Sauser, donne la parole à Monsieur Joris Wohlhauser, Président de la Commission de la halle afin qu'il donne connaissance d'informations sur le projet de la halle.

Monsieur Joris Wohlhauser signale que le but de ce rapport est de montrer le travail fait par la Commission durant l'année. De nombreuses choses se sont passées, dont l'éventuelle reprise de l'ancienne halle par des personnes intéressées, les votations concernant le changement d'affectation des terrains. Suite à cela, des discussions ont eu lieu avec la Commission de l'urbanisme et il avait été décidé de commencer l'étude de l'emplacement de la nouvelle halle sur ces terrains. La Commission de la halle a donc décidé de prendre de l'avance, a convoqué l'architecte conseil qui a dit que c'était impossible de commencer quoi que ce soit tant que les terrains n'appartiennent pas à la Commune. On ne peut pas demander à des architectes d'élaborer un projet et surtout prévoir l'emplacement d'une halle si on ne sait pas quand les terrains nous appartiendront. Concernant la nouvelle halle, le statut est donc clair, la Commission stoppe ses travaux pour l'instant et ne continuera pas à payer des honoraires à un architecte si on ne peut pas avancer. La Commission de la halle avance donc désormais point par point et essaie de dénouer les travaux effectués jusqu'à présent par tous les membres de cette commission depuis ses débuts. Au sujet de l'ancienne halle, des personnes étaient intéressées, mais se sont finalement retirées de ce projet. Toutes les sociétés ont également été convoquées pour leur demander à quel niveau elles avaient besoin de la halle et si elles pouvaient cohabiter avec les éventuels repreneurs. Monsieur Wohlhauser désire rappeler qu'une étude a été faite concernant le taux d'occupation de la halle de gymnastique actuelle. En fait, c'est le bâtiment le plus occupé dans la Commune, il est même sur-occupé et dernièrement, il y a encore la crèche qui a demandé un créneau-horaire. La Commission n'a actuellement rien à demander au Conseil général, c'était simplement une question d'honnêteté d'expliquer aux gens où en étaient les travaux de la Commission. Depuis que le rapport a été fait, des changements ont eu lieu. Toutefois, ces renseignements restent au sein de la Commission afin d'éviter les malentendus. La Commission présentera probablement quelque chose au Conseil général au mois de mars 2009 ; beaucoup de paramètres qui ne dépendent pas de nous vont évoluer. Ce qui sera présenté au mois de mars dépendra donc de l'évolution des discussions avec différents partenaires.

Monsieur le Président, Francis Sauser, remercie Monsieur Wohlhauser pour son intervention.

Aucun membre du Conseil général ne désire poser des questions à Monsieur Wohlhauser.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, remercie les Conseillers communaux avec qui il a eu un grand plaisir de travailler durant quatre ans. Ce soir, il aimerait remercier les personnes qui vont quitter l'exécutif, soit Madame Marianne Guillaume qui a travaillé durant sept ans au sein du Conseil communal, Madame Dominique Boillat qui a fait une législature, Madame Rose-Marie Jobin qui était Conseillère générale avant d'être Conseillère communale durant six ans et Monsieur Jean-Marc Boichat qui a fait deux législatures complètes. Monsieur Kurz doit dire que depuis quatre ans qu'il préside l'exécutif, il n'y a jamais eu de conflit et les Conseillers communaux n'ont jamais eu peur d'affronter les Conseillers généraux, ce qui engendre un beau travail pour la Commune. Le Conseil général est une belle chose, mis à part le fait que c'est beaucoup trop administratif. Il n'y a pas assez de discussions et c'est beaucoup trop stylé. C'est peut-être encore un défaut de jeunesse, mais pour l'exécutif, cela serait très intéressant qu'on arrive à ouvrir nos discussions. Monsieur le Maire désire également remercier le Président, Monsieur Francis Sauser, qui s'en va aussi et il lui souhaite bonne chance dans sa nouvelle entreprise. Monsieur Daniel Kurz adresse ses remerciements à tous les Conseillers généraux qui arrêtent leur mandat et

souhaite de joyeuses fêtes à chacun. Après la remise d'une petite attention aux Conseillers communaux qui quittent l'exécutif, la Commune offre l'apéritif aux personnes présentes. Monsieur le Maire est chaleureusement applaudi.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que c'est avec un œil qui rit et un qui pleure qu'il fait ses adieux aujourd'hui. L'œil qui pleure est à mettre au crédit des objets qui lui tiennent à cœur et qui n'ont pas pu être réalisés durant cette législature, par exemple la révision totale du plan de zones qui n'a pas pu être mise sous toit dans le temps imparti à cette législature ou encore la construction de ce magnifique projet de Franck Muller qui est toujours au point mort et qui le restera certainement encore un certain temps. L'œil qui rit a vu des projets que nous avons pu concrétiser, par exemple la mise en place des zones hameaux, la construction d'une crèche, malgré les comptes que cela va nous apporter, cela a amené un plus à la Commune. Cet œil rit également pour les excellents moments passés au sein de ce législatif avec des débats parfois durs, mais corrects et dans le but de servir au mieux la population. Monsieur Sauser pense que chacun connaît certainement son attachement à la chose publique. C'est toujours avec beaucoup de plaisir qu'il s'est investi dans ces affaires. Monsieur Sauser est cependant convaincu qu'il faut un jour tourner la page et laisser sa place, non pas que l'usure soit la raison de son départ, d'aucun le voyait même triompher en tant que membre du législatif cantonal, trêve de plaisanterie. Mais sa passion pour les métiers de la bouche l'a emporté entraînant sa petite famille vers de nouveaux défis. Bien qu'en beaucoup de points la politique et la boucherie se rejoignent, notamment au niveau des coups fatals, ainsi que des bains de sang, il n'en reste pas moins que dans un domaine comme dans l'autre, le résultat final doit apporter une certaine satisfaction, voire même un plaisir certain. C'est donc non sans regret que Monsieur Francis Sauser se tourne vers de nouveaux horizons, des projets plein la tête et plein les yeux, en espérant pouvoir un jour peut-être revenir à ses fonctions publiques, car la politique, c'est comme la viande de la Boucherie Saint-Hubert, une fois qu'on y a goûté, on veut toujours y revenir ! Il désire terminer bien entendu son discours en souhaitant à tous et à leur famille ses meilleurs vœux pour les fêtes de fin d'année.

Avant de terminer la séance, Monsieur le Président, Francis Sauser met en discussion la résolution.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale qu'il a été demandé à la Commune des Bois de faire partie du comité référendaire, étant donné qu'on est un exemple dans le Canton. La chose n'est pas gagnée et dans le comité référendaire, on recherche des soutiens et celui du Conseil général peut être un bon soutien par exemple en donnant des messages à la presse à partir du 5 janvier prochain. Le comité référendaire demande donc qu'un message clair soit donné concernant le pourquoi de ce référendum par le Conseil général.

Monsieur le Président, Francis Sauser, signale que la résolution a été signée par la totalité des Conseillers généraux présents ce soir, il leur adresse ses remerciements.

Monsieur Robert Claude remercie tous les Conseillers communaux pour le travail fourni, leur dévouement durant cette législature. D'autre part, il adresse ses sincères remerciements à Monsieur Francis Sauser qui a passé sept ou huit ans au bureau du Conseil général ; il le félicite d'avoir si bien mené les débats durant deux ans et lui offre une petite attention.

La séance est levée à 22 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :